



Préavis n° 7/15 au Conseil communal

Modification des statuts de l'Association Régionale pour
l'Action Sociale Morges Aubonne Cossonay (ARASMAC)

Déléguée municipale :
- Mme Gisèle Burnet



TABLE DES MATIERES

1.	<u>Préambule</u>	3
2.	<u>Exposé des motifs</u>	3-5
3.	<u>Conclusions</u>	5



Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1. Préambule

L'ensemble des communes du district de Morges sont membres de l'ARASMAC. Cette association fournit les prestations liées à l'aide sociale et aux assurances sociales pour ce qui relève des buts principaux ainsi que celles relatives au but optionnel dont sont membres 37 communes du district soit : l'accueil de jour des enfants au sens de la Loi sur l'Accueil de Jour des Enfants via le réseau AJEMA et l'Accueil Familial de Jour.

Cette association emploie actuellement près de 60 collaborateurs/trices et 140 accueillantes en milieu familial.

L'ARASMAC étant une association de communes au sens des articles 112 et suivants de la Loi sur les Communes (LC), la modification de ses statuts relèvent de la compétence du Conseil Intercommunal conformément à l'art. 126 al.1 LC.

Cependant, certaines modifications, en particulier celles décrites à l'art. 126 al.2 LC, nécessitent l'approbation de la majorité des conseils généraux, respectivement communaux.

Ainsi, lors de la séance du Conseil intercommunal de l'ARASMAC en date du 25 septembre 2014 à Gollion, plusieurs modifications des statuts ont été approuvées et quatre d'entre elles nécessitent l'approbation des conseils généraux, respectivement communaux soit la modification des art. 10, 12, 16 et 37 des statuts.

Conformément à la procédure décrite à l'art. 113 LC, un avant-projet de statut a été soumis à une commission de votre conseil (art. 113. al.1 ter) qui a pu faire part de ses remarques.

La consultation a généré plus de 70 remarques de la part des communes, dont le Comité de direction ARASMAC a tenu compte, dans la mesure où ces modifications sont cohérentes avec le statut.

L'art. 113 al.1 sexies précise que le projet définitif de statuts (annexe) présenté au Conseil par la Municipalité ne peut être amendé

2. Exposé des motifs

Plusieurs articles des statuts relevant de la compétence du Conseil intercommunal ont été modifiés afin de permettre de scinder les séances du Conseil intercommunal avec un premier quorum basé sur le nombre de communes ayant adhéré aux buts principaux (CSR et AAS) et un second quorum en fonction du nombre de communes ayant adhéré au but optionnel (AJEMA, AFJ).

D'autres modifications des statuts sont également introduites afin d'actualiser lesdits statuts.

Comme évoqué en préambule et en vertu des dispositions prévues par l'art. 126 al.2 LC, l'approbation des conseils généraux, respectivement communaux, est requise en ce qui concerne les modifications des articles 10, 12, 16 et 37 des statuts de l'ARASMAC.



Conformément à la procédure prévue pour l'adoption des statuts d'associations intercommunales, le Service des Communes et du Logement (SCL) a déjà donné son accord de principe, confirmant ainsi la légalité des modifications déjà adoptées par le Conseil intercommunal et celles qui sont soumises aux conseils généraux, respectivement communaux qui font l'objet du présent préavis.

- L'art. 10 traitant de la composition du conseil intercommunal est légèrement modifié dans le texte ([...] membres de la Municipalité et désignés par elle [...] voir annexe). Le second paragraphe de cet article qui concerne le droit de vote est déplacé à l'art. 16 des statuts.
- L'art. 12 des statuts de l'ARASMAC est donc modifié afin de mieux préciser les compétences du Conseil intercommunal, et en particulier celles du président et du vice-président, ceci pour être en conformité avec l'art. 10 de la Loi sur les Communes qui indique que le président est élu chaque année et l'art. 114 qui stipule que les dispositions concernant les communes et les autorités communales sont applicables par analogie aux associations de communes.

Le président de l'association pouvant ne pas être membre des communes ayant optés pour un but optionnel (AJEMA dans notre cas), il est ajouté en fin d'alinéa « *Le président et/ou le vice-président doivent/doit obligatoirement être issus/issu d'une des Communes membres des buts optionnels.* » ceci pour être en accord avec l'art. 16 al.3 du projet de statuts qui indique que seuls les délégués des communes membres du but optionnel ont le droit de vote.

La durée maximale pour la présidence, respectivement la vice-présidence durant la législature en cours est également précisée.

- L'art. 16 des statuts concernant le droit de vote intègre le second paragraphe déplacé de l'art. 10 tel qu'indiqué plus haut.

Tout comme pour le président, lorsque le vice-président préside, sa commune ne perd pas de voix au Conseil intercommunal puisque la commune du président dispose, selon l'art. 12 al.4, d'un délégué et celle du vice-président d'un suppléant qui prend part au vote lorsque c'est au vice-président de présider la séance.

Il nous semble utile de préciser également que cette manière de procéder ne donne pas non plus d'avantage de voix à la commune du président, respectivement du vice-président. En effet, ces derniers, lorsqu'ils président, ne prennent pas part au vote, si ce n'est pour trancher en cas d'égalité.

- L'art. 37 définit le type de majorité requise pour la modification d'éléments des statuts. La dernière modification de la LC impose que cette majorité soit qualifiée. Initialement, cette majorité n'était pas qualifiée et le Conseil intercommunal de l'ARASMAC propose qu'il soit des trois cinquièmes (ou 60%), ceci pour donner une majorité claire et plus de force à des décisions d'importance.



3. Conclusions

Vu ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

- vu le préavis municipal n° 7/15 relatif à "la modification des statuts de l'Association Régionale pour l'Action Sociale Morges Aubonne Cossonay (ARASMAC)",
- oui le rapport de la Commission chargée d'étudier ce projet,
- attendu que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

de voter le décret suivant :

LE CONSEIL COMMUNAL D'AUBONNE

- d'accepter la modification de l'article 10 tel que figurant dans les annexes
- d'accepter la modification de l'article 12 tel que figurant dans les annexes
- d'accepter la modification de l'article 16 tel que figurant dans les annexes
- d'accepter la modification de l'article 37 tel que figurant dans les annexes
- de charger la Municipalité d'informer le CODIR et l'ARASMAC des décisions prises par le Conseil communal

Approuvé par la Municipalité dans sa séance du 27 octobre 2015

Au nom de la Municipalité

Le syndic :

La secrétaire a.i. :

L.-E. Rossier

C. Dubois

Annexes : Comparaisons des articles 10, 12, 16 et 37
Projet définitif des statuts

Préavis déposé devant le Conseil communal d'Aubonne en séance du 24 novembre 2015



Abréviations :

AJEMA Accueil de jour des enfants Morges Aubonne

ARASMAC Association régionale pour l'action sociale Morges-Aubonne-Cossonay

ASV Aide sociale vaudoise

CODIR Comité de direction

CSR Centre social régional

DSAS Département de la santé et de l'action sociale

LAJE Loi sur l'accueil de jour des enfants

LASV Loi sur l'action sociale vaudoise

LC Loi sur les communes

LEAC Loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs

LEmp Loi sur l'emploi

LPAS Loi sur la prévoyance et l'aide sociales

RAAS Règlement sur les agences d'assurances sociales

RAS Régionalisation de l'action sociale

RI Revenu d'insertion

RMR Revenu minimum de réinsertion